Burundi : le président d'un parti d'opposition remis en liberté

@rib News,Â 22/10/2019Â â€“ SourceÂ AFP Le prÃ©sident d'un petit parti d'opposition au Burundi, le CODEBU, arrÃªtÃ© ma aprÃ¨s que sa formation eut critiquÃ© le gouvernement, a annoncÃ© dimanche Ã la presse avoir Ã©tÃ© remis en "libertÃ© provisoire". Le prÃ©sident du Conseil pour la dÃ©mocratie et le dÃ©veloppement durable au Burundi (CODEBU), Kefa Nibizi, Ã©tait Ã©crouÃ© Ã la prison centrale de Mpimba, Ã Bujumbura, accusÃ© d'"atteinte Ã la sÃ»retÃ© intÃ©rieure de lâ€™Ã‰tat M. Nibizi a racontÃ© Ã l'AFP avoir Ã©tÃ© appelÃ© samedi vers la mi-journÃ©e au bureau du directeur de la prison. Il a ajoutÃ "Un agent mâ€™a dit que le procureur avait signÃ© une ordonnance de mise en libertÃ© provisoire. (...) On m'a alors autorisÃ© sortir tout de suite." "L'instruction de mon dossier se poursuit puisque je n'ai pas Ã©tÃ© interrogÃ© sur le fond jusqu'ici", a-t-il prÃ©cisÃ©, dÃ©nonÃ§ant "une violation de (ses) droits en tant que citoyen et en tant qu'opposant". Le 13 octobre, le CODEBU avait postÃ© sur X (ex-Twitter) un message critique envers le gouvernement, Ã l'occasion de la commÃ©moration du 62e anniversaire de l'assassinat du hÃ©ros de l'indÃ©pendance, le prince Louis Rwagasore. "A ce moment oÃ¹ le Burundi croupit dans la misÃ¨re sans prÃ©cÃ©dent Ã cause du leadership dÃ©faillant, le parti CODEBU invite la population Ã ne pas cÃ©der Ã la rÃ©signation et de prendre exemple du prince Louis Rwagasore, pour redresser la situation qui ne fait que s'empirer", avait-il Ã©crit. L'arrestation de M. Nibizi intervient dans le contexte du procÃ¨s de l'ancien tout puissant Premier ministre, Alain-Guillaume Bunyoni, arrÃªtÃ© en avril et accusÃ© de "saper la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure de lâ€™Ã‰tat". Il Ã©galement accusÃ© de dÃ©tention illÃ©gale d'armes et d'insulte au prÃ©sident. Lors d'une rÃ©cente audience sur une dema de remise en libertÃ©, les procureurs ont aussi Ã©voquÃ© -sans plus de prÃ©cision- le chef d'inculpation de "tentative d'assassinat du chef de lâ€™Ã‰tat", jusqu'ici jamais rendu public. M. Bunyoni, Premier ministre depuis juin 2020, avait Ã©tÃ© dÃ©mis de ses fonctions en septembre 2022, quelques jours aprÃ¨s que le prÃ©sident Evariste Ndayishimiye eut dÃ©noncÃ© des vellÃ©itÃ©s de "coup dâ€™Ã‰tat". Si la communautÃ© internationale a saluÃ© une certaine ouverture depuis l'arrivÃ©e a de M. Ndayishimiye en juin 2020, aprÃ¨s la mort soudaine de son prÃ©dÃ©cesseur Pierre Nkurunziza, une commission d'enquÃªte de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation des droits de l'Homme restait "dÃ©sastreuse" au Burundi.